



**MESSAGES REÇUS DANS LA BOÎTE DE
COURRIELS DE LA TRANSFORMATION
INSTITUTIONNELLE**

**Du 4 décembre 2015
au 18 mars 2016**

Vice-rectorat au développement académique
et à la transformation institutionnelle

Courriels reçus dans la boîte Développement académique et transformation institutionnelle

Du 4 décembre 2015 au 18 mars 2016

Les auteurs de ces messages ont accepté que leurs propos soient rendus publics.

Les messages sont transcrits tels que reçus.

4 décembre 2015

Vincent Laberge

Bonjour,

Dans la perspective de l'amélioration continue de notre belle université, il serait approprié de démarrer un processus d'amélioration pédagogique pour les facultés et départements qui n'ont toujours pas d'approche-programme au premier cycle.

Ce grand chantier permettrait d'ajuster les programmes d'enseignement aux nouvelles réalités du marché du travail et de valoriser nos diplômés de premier cycle auprès de ce milieu qui peut se questionner sur les compétences réellement développées par les diplômés.

Aussi, il faudrait trouver un moyen de valoriser davantage l'enseignement auprès du corps professoral, puisque actuellement, comme dans toutes les universités, seule la recherche compte réellement pour les professeurs titulaires. Bien que le service de soutien à l'enseignement offre des formations en pédagogie de grande qualité, les professeurs et chargés de cours ont parfois trop peu de compétences en enseignement. Cette problématique est complexe et difficile à ignorer.

Cordialement,

Vincent Laberge,

Étudiant à la maîtrise

Conseiller et concepteur technopédagogique Faculté de l'éducation Université de Montréal

4 décembre 2015

Philippe Genequand

Monsieur le Vice-recteur, cher Collègue,

Comme de nombreux professeurs, je suis à la fois très intéressé à la démarche et à la réflexion que vous entamez, laquelle montre que notre institution est capable de se repenser et de questionner sa propre structure, et inquiet de voir que les éléments qui semblent mener à ces remises en question sont avant tout de nature comptables, ce que le premier paragraphe de votre document d'intention illustre sans doute possible (financement, professionnalisation).

Si l'Université de Montréal pense sa pertinence en lien avec la seule actualité - coupes gouvernementales, mouvements du monde du travail, questions étroitement comptables -, la réforme que nous préparons sera à refaire dans cinq ans, puis dans dix, et à un intervalle trop régulier par la suite pour assurer la cohérence de nos collaborations et la bonne continuation de nos recherches et de nos enseignements. Il convient donc à mon sens de mener votre démarche dans une perspective longue et, pour cela, de la soumettre à tout moment à un crible intellectuel, scientifique et sociétal. J'entends par là qu'il convient de considérer l'Université dans l'histoire du savoir et dans la nature des relations qu'elle a tissées avec la ville dans laquelle elle s'inscrit.

Ainsi soutenue, la réforme pourra durer et être utile et fructueuse. L'UdeM, pour sa part, pourra poursuivre sa tâche séculaire, au service d'un savoir de haut niveau, utile pour la société du Québec dans son ensemble, et non pour ses seules entreprises commerciales.

Avec mes cordiaux messages.

4 décembre 2015

Olivier Nkulu Kabamba

Je suis diplômé de l'Université de Montréal et maintenant j'y suis chargé de cours.

Je suis très insatisfait de la promotion de l'Université de Montréal dans les pays francophones et souhaite que celle-ci soit améliorée. La Francophonie ne se limite pas à la Belgique, à la Suisse et à la France, et même là, c'est à peine que notre Université fait parler d'elle.

Je souhaite vivement que l'Université de Montréal et l'excellent travail qu'elle réalise en matière de formation et de recherches soit connu à travers la coopération universitaire francophone dont on entend jamais parlé dans notre Université.

5 décembre 2015

Daniel Néron

Il semble que nous ayons perdu cette fierté d'appartenance à IUdM peut-être que les grands projets ont pris une grande place et ont oublié le quotidien, le retour à la base, soit le service à la clientèle. Il faut être travaillé avec un devoir à accomplir et non en pensant que c'est la retraite dans 30 ans.

5 décembre 2015

Christiane Nathalie Geillon

Des communautés d'apprentissage professionnelles et/ou des communautés de pratique pourraient être envisagées sur les thèmes touchant à la vie universitaire entre les différents partenaires : professeurs, chargés de cours, étudiants, personnel de soutien, syndicats,...

Une seconde idée serait de s'inspirer de l'initiative du Savoir Affaires issu du réseau des UQ pour l'Université de Montréal : <http://www.savoiraffaires.ca/ug/> pour développer des projets innovants et inspirants.

2 février 2016

Thomas Viardot

Dans son rapport datant de Juin 2015

(<https://www.cse.gouv.qc.ca/fichiers/documents/publications/Avis/50-0486.pdf>), le conseil supérieur de l'éducation insiste sur l'importance de développer des programmes et des cours à distance.

Hors je suis extrêmement surpris lorsque je regarde l'offre de l'Université de Montréal en comparaison des offres d'autres Universités Francophones (Uaval, Université du Québec ...).

L'UdeM a définitivement pris du retard dans ce domaine, a-t-elle un intérêt à développer ces cours qui sont plus accessibles pour les personnes ayant un travail ?

17 février 2016

Marguerite Paradis

Bonjour,

- 1) INTELLIGENCE COLLECTIVE - Une gestion modèle promotrice de l'émergence de l'intelligence collective à tous les niveaux administratifs
- 2) MÊME STATUT : TOUS PROFESSEURS - Impossible de travailler en équipe quand il y a différents statuts (régulier et précaire) autour d'une table.
- 3) BOURSES DE PERFECTIONNEMENT CONTINU ACCESSIBLES À TOUS LES TRAVAILLEURS DE L'UNIVERSITÉ - Éliminer toutes les autres « filières » (formation, intégration, sabbatique, etc.)
- 4) 4) COURS - Tous les grands groupes devraient se donner de façon virtuelle avec possibilité d'interagir avec le prof, au besoin.
 - Tous les cours d' « intervention » devraient avoir un maximum de 15 étudiants par groupe.
 - Tous les cours de maîtrise ou de doctorat devraient être des séminaires et avoir un maximum de 15 étudiants par groupe.

Merci pour votre lecture,

Marguerite

18 février 2016

Nicolas Vinchon

Plutôt que chacun réserve , paye et se fasse rembourser ses voyages par les Finances, ne serait-il pas plus efficace et plus économique de conclure un accord général avec une agence de voyages qui s'installerait dans les locaux de UdeM. Cet accord devrait prévoir des remises en fonction de l'activité.

18 février 2016

Patrick Laplante

Il serait bénéfique pour les étudiants d'avoir des zones de sieste.

<http://www.medicalnewstoday.com/articles/180304.php>

<http://www.20minutes.fr/insolite/1561051-20150312-caissons-sieste-aeroport-helsinki>

18 février 2016

Nicolas Boivin

Il serait intéressant que l'université puisse distribuer des cartes-cadeaux de l'université permettant à l'entourage d'un étudiant de participer au paiement des frais de scolarité.

L'achat d'une carte-cadeau assure que l'argent ira bien dans l'éducation. De plus, c'est un moyen pour les proches de se sentir important dans l'épanouissement de l'étudiant qui se sentira soutenu.

Quant à la fiscalité de ce projet, mes connaissances sont limitées, mais j'imagine que vous ne serez pas en manque de moyens dans ce domaine.

18 février 2016

Zohra F Belaid

Bonjour

Je suis étudiante UDEM depuis cet hiver et je suis surprise de voir que les étudiants qui ont plus de 25 ans n'ont droit à aucun rabais. Je ne comprends pas cette hiérarchisation des étudiants sachant que peu importe l'âge, s'instruire et aller étudier devraient être accessibles et faciles pour tous le monde. Je pense pour ma part que vous pouviez conclure une entente avec la STM (société du transport de Montréal) afin de nous donner les mêmes droits que les autres jeunes de 25 ans et moins. Les campus de UDEM sont à Longueuil et Laval et nous sommes nombreux à faire le trajet et payer le retour alors que nous avons une carte chargée pour le mois. De plus, les deux demeurent à la sortie des métros, donc aucun bus local n'est requis.

Merci de nous laisser cette plateforme de commentaires.

Salutations respectueuses

Une étudiante, parent de 44 ans.

18 février 2016

Cyndia Saint-Cyr Montès

Je suis titanesquement gênée, car pour la première fois de ma vie je suis sans mots. L'Université de Montréal c'est tout simplement parfait. Point final.

19 février 2016

Mathieu Belmont

Bonjour,

Je suis titulaire d'une maîtrise en urbanisme et diplômé depuis peu. Après une année d'expérience suite à la réception de mon diplôme, je me retrouve à nouveau sur le marché du travail. Je rencontre beaucoup de difficultés pour en retrouver. Et cela à cause de deux raisons.

D'une part, le marché est actuellement très bouché du fait de la diminution des budgets publics. Les villes sont pour la plupart endettées, ou ont moins d'argent, et de ce fait n'embauchent plus - et encore moins des urbanistes. Bref, une situation malheureuse mais externe aux universités.

En revanche, lors de mes candidatures, on me reproche régulièrement mon manque de capacités et notamment d'utilisation de logiciels techniques, pourtant fondamentaux dans la pratique du métier d'urbaniste. Je pense notamment à des logiciels tels que Sketchup, AutoCAD, mais aussi Photoshop et InDesign. En effet ces logiciels ne nous sont pas enseignés. Présentant ces lacunes, je suis donc systématiquement recalé, et l'entreprise en question recrute un architecte, au lieu d'un urbaniste.

Je pense donc qu'il y a donc un grave problème à ce niveau, dans notre formation d'urbaniste. Et pour le bien des futurs diplômés d'urbanisme, cela doit absolument changer. Sinon, les architectes continueront à prendre notre place et à effectuer notre travail, et les urbanistes enchaîneront les petits contrats et les périodes de chômage.

Ayant du temps à présent pour moi, j'apprend de manière autodidacte ces logiciels, mais cela est plus difficile, prend plus de temps, et surtout cela n'est pas du tout appliqué à mon utilisation pour la plupart. Ce n'est donc pas l'idéal et j'aurais préféré l'apprendre lorsque j'étais à l'Institut d'Urbanisme, quitte à prendre des cours supplémentaires de manière optionnelle.

En espérant que ce message trouve bon entendeur.
Cordialement,

Mathieu BELMONT

19 février 2016

Frederic Champagne

Bonjour,

Problématique vécue/ constatée : Inadéquation de l'offre de formation pour les travailleurs temps plein.

Le besoin et les contraintes personnelles : Pour nombre de gens, une fois le premier diplôme universitaire acquis, ils intègrent le marché de travail à temps plein. Ils fondent une famille souvent dans les années subséquentes.

Durant les 40 prochaines années, ils auront besoin de formation pour leur développement personnel et professionnel. L'obtention de nouveaux diplômes augmentera davantage leur employabilité que de petit cours ad hoc en formation continue. Plusieurs n'ont pas le luxe de pouvoir tout arrêter pour retourner aux études à temps plein.

Leur disponibilité pour la prise de cours est souvent le soir et/ou la fin de semaine à la hauteur de quelques heures par semaine (temps partiel).

Un avantage des cours en classe par rapport à la formation en ligne :

- Échange et réseautage en classe
- Nécessite moins de discipline personnelle qu'un cours en ligne

Un must : les cours intensif 3 blocs de 2 jours (vendredi-samedi) comme l'offre notamment l'ENAP et l'ETS pour compléter un cours de 3 crédits. Pour la conciliation travail-famille-étude, c'est magique.

L'offre inadéquate à l'UdeM : Plusieurs programmes :

- ne se donne qu'à temps plein
 - la grande partie des cours obligatoires des programmes sont offerts uniquement de jour.
- Par exemple : économie, politique, droit, les sciences pures, communication et démographie.

En conséquence : Il se tourne vers d'autres institutions plus souples comme l'Université de Sherbrooke, l'ETS, l'ENAP.

Cas vécue :

Je suis professionnel à l'Université de Montréal et j'étudie au cycle supérieur dans une autre institution (ETS) et ce, même si je dois assumer 100% de mes frais de scolarité.

D'autres collègues proches de moi on la même réalité et ont choisi l'Université de Sherbrooke

Ce n'est pas une boutade envers l'UdeM, il n'y avait juste pas d'offre comparable.

19 février 2016
Guillermo R. Aureano

Ma suggestion porte, bien évidemment, sur la gestion des stages à l'Université de Montréal.

Nous sommes dans une situation de grand éparpillement. Les meilleures pratiques se perdent. Des efforts se chevauchent.

Cela, dans un environnement de plus en plus compétitif, aussi bien au Canada qu'à l'international.

Comme je l'ai déjà fait ailleurs, je suggère la création d'une instance de coordination générale, capable d'agir plutôt à titre de courtier que d'autorité centrale.

Cette instance nous permettrait d'éviter les dédoublements et d'enclencher un processus d'apprentissage horizontal entre les responsables de la gestion des stages.

Elle serait également responsable des relations avec les hautes instances des gouvernements fédéral, provincial et municipal, tout en donnant un appui à la préparation des missions à l'étranger.

Deux tâches supplémentaires, et tout aussi importantes, devraient être également confiées à cette instance : l'établissement d'un système de veille sur nos concurrents et l'organisation d'activités de reconnaissance visant les organismes d'accueil.

19 février 2016
Eftihia Mihelakis

Je ne suis plus étudiante depuis le mois de janvier 2016. Mais je vais aller à ma collation des grades ce printemps (PhD en littérature).

Ma suggestion est: il est grand temps que le visage des départements de littérature (en français) change: embauchez des personnes compétentes (pas seulement des femmes blanches) mais des femmes des minorités visibles ou non visibles. Si les candidatures sont absentes, allez à la recherche de ces personnes. Recrutez, soyez à l'affût de la communauté littéraire, exigez que l'Institution traite les futurs leaders en humanités comme ceux des sciences. Et que cette initiative ne soit pas celle d'un homme blanc, mais d'un comité lui-même paritaire et diversifié. L'Université de Montréal ne devrait-elle pas être aussi à l'image de Montréal et de l'international? Si le français a toujours été un élément déterminant, il faut aujourd'hui trouver une façon de faire valoir le savoir québécois (entièrement séparé des ses attaches historiques et coloniales de la France).

19 février 2016
Anonyme

Il y a plusieurs raisons pour lesquelles j'ai choisi de ne pas poursuivre mes études doctorales à l'UdeM. Ces raisons sont aussi celles pour lesquelles j'hésite sérieusement à venir enseigner à l'UdeM lorsque j'aurai terminé mes études doctorales que je fais ailleurs, et ce malgré le besoin criant de professeurs dans mon domaine, les sciences infirmières.

D'abord, c'est le manque de processus systématique de suivis des étudiants aux études supérieures et de leurs directeurs. Lors de mes études de maîtrise, j'ai passé plusieurs mois sans avoir de discussion avec ma directrice concernant mon projet de recherche. Je trouve cela inacceptable. Bien entendu, j'aurais pu contacter la directrice du département ou encore la responsable des plaintes, mais entreprendre ce genre de démarche m'aurait grandement stigmatisée et je ne suis pas certaine que cela m'aurait aidé. Les délais sont courts pour réaliser une recherche en 2 années, incluant les crédits de cours. Cela exige un plan d'étude et des discussions fréquentes, surtout du fait qu'à la maîtrise, la plupart des étudiants n'ont jamais fait de recherche. À l'université où je suis présentement, il y a un processus d'évaluation systématique annuel de la relation directeur-étudiant. Aussi, il est mentionné dans les documents de l'Université que si nous n'avons pas conversé avec notre directeur depuis 1 mois, nous devons le signifier au responsable du programme. Cela nous donne la légitimité dont nous avons besoin pour aller chercher de l'aide, sans être perçu négativement. De plus, nous avons un comité de thèse (à la maîtrise comme au doctorat) auquel nous pouvons nous référer pour obtenir des conseils, en plus de notre directeur.

Deuxièmement, il n'existe pas à l'UdeM de revenu garanti pour les étudiants au doctorat. Malgré que j'ai obtenu des bourses d'études pour la maîtrise, la crainte que mon dossier ne soit pas retenu pour obtenir des bourses d'organismes subventionnaires fédéraux et provinciaux est un facteur imposant dans le choix d'entreprendre des études doctorales, qui sont de 4 ans! J'ai choisi une université qui octroie à tous les étudiants qui ont 80% et plus de moyenne, une bourse de 18 000\$/année, et ce, sans devoir remplir de papiers. Avec ce revenu garanti, je peux me concentrer sur mes études.

Aussi, j'ajouterais que je n'ai pas vu d'étudiants dans mon domaine qui terminait ses études doctorales en moins de 5 ans et demi, ce qui est fort décourageant lorsque l'on sait que la plupart des financements doctorat s'arrêtent après 4 ans. J'ai choisi une université dont les étudiants finissaient presque tous dans les temps prescrits.

Enfin, c'est également la méthode pédagogique de l'UdeM qui m'a grandement influencé à aller ailleurs. À tous les 3 cycles, l'UdeM exige beaucoup plus de cours que dans l'autre université que j'ai choisie. Pour moi, plus de cours ne veut pas dire plus de connaissances, mais plutôt plus de contraintes. En obligeant les étudiants à suivre un nombre démesuré de crédits, on les gave d'une science que l'on estime être la seule manière de percevoir la réalité. Je n'étudie pas aux cycles supérieurs pour devenir une pâle copie de mes directeurs et professeurs, mais pour apporter une vision différente à des problématiques actuelles. À l'UdeM, plusieurs profs m'ont confirmé que je devais choisir un sujet de recherche qui se trouve dans les cordes de mon directeur, qu'aucun directeur n'acceptera d'étudiant qui arrive avec son propre projet. Je trouve cette attitude anti-scientifique car elle ne permet pas l'innovation, le renouveau, et encourage la

reproduction et la multiplication de ce qui se fait déjà. C'est un obstacle majeur à la créativité et la découverte. J'ai choisi une université et un programme qui encourageait les étudiants à bâtir leur propre projet, et dont les cours servaient à accompagner les étudiants dans leurs projets plutôt qu'à les endoctriner à l'image des profs qui sont déjà là. Puisque je suis une personne qui apprend par moi-même, en mobilisant les ressources, expériences et savoirs à ma disposition dedans comme dehors de l'université, j'apprécie avoir moins de cours car je peux ainsi trouver le temps de m'impliquer dans des initiatives de la société civile. Cela sert à faire rayonner l'université en dehors du milieu académique et à nourrir mon projet de recherche avec des enjeux concrets ancrés dans la réalité. De nos jours, le savoir est accessible sur internet facilement. L'Université, si elle veut continuer à être pertinente et légitime, doit envisager son rôle comme créatrice d'opportunités plutôt que celui de transfert des connaissances d'un cerveau (prof) à un autre (étudiant). Bien que j'ai senti que les activités de l'UdeM cherchaient à attirer des étudiants dans son enceinte, je n'ai malheureusement pas senti le désir de l'élite universitaire de participer à des initiatives qui se passent dans la société civile, non pas en tant que "pourvoyeur de connaissances", mais en tant que citoyen informé. L'élite universitaire de l'UdeM s'arrête au rôle d'informer, mais ne cherche pas à agir. Or, on peut bien penser tout ce que l'on veut, mais sans l'action, l'Université reste une tour d'ivoire, et ne contribue pas à l'avancement de la société. Sans le dialogue sur une base égalitaire avec les citoyens, elle se prive de tout un pan de connaissances.

Pour toutes ces raisons, j'ai choisi d'étudier ailleurs. J'espère que dans l'avenir, l'UdeM apportera des changements qui me donneront envie d'y revenir pour enseigner. Parce que je suis québécoise francophone et j'aimerais bien contribuer à l'avancement de notre société. Cependant, je choisirai d'enseigner dans une université qui me permettra cette contribution sociétale, et pas seulement une contribution académique.

19 février 2016

Khalil

Bonjour,

À titre d'ancien étudiant de Udm à temps partiel, j'aimerais porter à votre attention un désappointement du court temps vécu à l'université.

Je me suis inscrit à Udm dans un certificat en science pour objectif d'obtenir un Bac par cumul mais malheureusement aucun support d'orientation ni la qualité d'enseignement étaient présents pour faciliter l'intégration et retour aux études pour un étudiant déjà sur le marché du travail.

Espérant que cette information aidera l'amélioration de l'enseignement et le support des futurs étudiants déjà sur le marché du travail.

cordialement.

20 février 2016
Gyll Gagné

A titre d'expérience depuis 1999 comme étudiant fidèle pour U M je constate que la simplicité et la facilité organisationnelle serait préférable à tout ce que j'ai vécu pour me ralentir dans mon développement académique . C'est uniquement ma perspicacité motivatonnelle qui me permet de continuer chez vous et non plus ma passion du début . Connaissez-vous beaucoup de monde qui effectuerait 1200Km pour suivre des cours à chaque semaine en compilant toutes les dépenses obligatoires pour ce faire avec des frais inutiles et des facteurs dysfontionnels qui découragent énormément. Très difficiles d'expliquer sur IPhones mon projet, si vous êtes vraiment sincère communiquez avec moi par téléphone je peux vous aidez dans votre recherche institutionnelle . Merci pour votre courage et Bonne chance !

20 février

Marie-Noëlle Mondoux-Lemoine

Dans le cadre de mon certificat en gestion philanthropique, j'ai suivi deux cours qui regroupaient à parts à peu près égales des étudiants de mon programme et du certificat en publicité.

Dans les autres cours, j'avais souvent l'impression que de faire des travaux d'équipe n'avait pas d'autre intérêt que de diminuer la quantité de travaux à corriger pour les enseignants. Cependant, dans ces deux cours, pour peu que nous prenions la peine de créer des équipes dont les membres venaient des deux différents programmes, le fait de travailler en équipe a pris tout son sens. Nous avons eu l'occasion de travailler avec des gens qui avaient des bagages de connaissances complètement différents, ce qui nous apprend à créer une réelle collaboration et qui correspond plus à la réalité du marché du travail. Je crois que ce genre de situation devrait être créée aussi souvent que possible.

20 février 2016
Geneviève Shama

Bonjour,

J'ai fait le choix de réaliser mes études de 2e cycle à l'université de Sherbrooke en automne 2015. J'ai d'abord suivi un cours à titre d'étudiante libre, au cours de l'hiver 2015, à l'université de Montréal. Le choix a été basé sur la qualité de vie étudiante. Si vous désirez plus d'informations, mon numéro de cellulaire est le 514-916-1336 ou via mon courriel.

Au plaisir,

Geneviève Shama, BSc infirmière UDM
conseillère cadre, CIUSSS Nord-de-l'Île-de-Montréal

21 février 2016
David Martin

- La restauration des ascenseurs du pavillon Roger-Gaudry aurait été plus apprécié que la restauration des escalier du Hall d'honneur qui était déjà intact.
- Restaurer les tapis de la bibliothèque de la santé
- Rendre plus éclairé (gai) le septième étage de la bibliothèque des sciences humaines (elle est déplorable pour l'étude)
- La rampe d'accès (choisir soit la restauration ou l'élaboration d'un ascenseur pour les handicapé et d'un grand escalier pour la santé des étudiants (tout en valorisant la santé, la nutrition, des activité sportive, intellectuel et des évènement (comme les touner des bar, feux d'artifice du ball, etc.) par des affiches situé sur des niveaux d'escalier.

---2^e message

Il y a aussi un sentiment de manque d'encadrement de laisser aller et cela favorise le décrochage scolaire

---3^e message

Il faudrait aussi clarifier les objectifs, les résultats, lors de la rentrée, car il y a une mésentente entre les objectif du CÉGEP et ceux de l'Université. Ce n'est pas claire et cela génère beaucoup d'incompréhension face à la gestion de son dossier scolaire. C'est ce qui devrait être expliquer que l'étudiant en charge de son dossier, mais on doit lui fournir l'information quand au contrainte d'étude et des enjeux. Les objectif universitaire ne sont pas claire.

22 février

Alain Patrick Loukombo

bonjour

je viens juste faire une propositions a l'endroit des etidiens international, dans leur demarches d'obtention de certificat d'acceptations au quebec, tres souvent cela nous cause du retard pour respecter la session demandee est ce que l'universite de ne pas nus l'obtenir.

Alain patrick Loukombo

22 février 2016
Carine Nassif-Gouin

Bonjour,

À la lecture du « guide de réflexion : construire notre avenir ensemble » publié par le Vice-rectorat et l'Institut du nouveau monde, j'ai remarqué que la FEP n'était jamais mentionnée dans le document.

Si vous me permettez une analogie avec la définition d'une Nation de Renan (Calmann-Lévy, 1882), l'Université de Montréal :

« est donc une grande solidarité, constituée par le sentiment des sacrifices qu'on a faits et de ceux qu'on est disposé à faire encore. Elle suppose un passé ; elle se résume pourtant dans le présent par un fait tangible : le consentement, le désir clairement exprimé de continuer la vie commune. »

L'existence de la FEP est donc un plébiscite de tous les jours... certains jours plus que d'autres, semble-t-il.

Cordiales salutations,

26 février
Normand Trudel

Je travaille à l'UdeM depuis 7 ans. J'ai beaucoup voyagé et visité de nombreuses universités. À chaque fois que je reviens au pays, ce qui me frappe toujours le plus c'est l'état de délabrement physique de notre Université et d'abord le premier coup d'œil extérieur. Je ne peux concevoir que l'on fasse si peu de cas de cette "première impression" qui frappera à coup sûr tous les étrangers qui visitent notre Université et qui est en décalage complet avec l'image de prestige que se donne l'UdeM au Québec et partout à travers le monde. J'ai longtemps voulu constituer un dossier photo à cet égard pour vous montrer l'étendue des dégâts... Les panneaux extérieurs qui annoncent l'UdeM sont vieux et reposent sur des piliers dont la pierre et le mortier se détachent; partout les marches d'escaliers sont brisées, le Pavillon Roger Gaudry a mal vieilli, avec ses ascenseurs qui ressemblent à des ascenseurs à bétail, et son ambiance lourde et renfermée, la Place Laurentienne est une véritable honte, digne d'un champ de bataille, l'hiver l'eau coule de partout à l'entrée du Pavillon Samuel-Bronfman, etc. Je m'arrête car je pourrais dresser une liste de plusieurs pages. Mon souhait est simple. En cette ère où la notion d'image est fondamentale, je souhaiterais que l'apparence externe de mon Université soit en adéquation avec l'image de prestige et de fierté qu'elle véhicule car en ce moment ce n'est pas du tout le cas, mais plutôt tout le contraire.

27 février
Nora Armaza

Si elle existe déjà, au contraire:
Proposition: :au début d'été.

Visite guidée pour tout savoir de l'Université de Montréal et de ses différents fonctions de
chaque lieu et chaque faculté.

N.Armaza I

29 février

Lydwine Olivier

1/ diminution de la population étudiante.

Si la population étudiante est appelée à diminuer, quel est l'intérêt de s'agrandir avec un coûteux pavillon des sciences/site Outremont, qui ne pourra pas empêcher de rénover Roger Gaudry....

3/ Formation Universitaire

Le besoin de fournir une formation professionnelle ne devrait pas faire perdre de vue l'objectif premier d'une université : former ceux qui ont les meilleures capacités de réflexion intellectuelle à acquérir une expérience de culture et de réflexion générale, soit dans des matières qui ouvrent à autre chose que juste un travail : une réflexion critique, une culture générale, une opportunité d'apprendre à réfléchir : ceci devrait constituer une exigence minimale.

Concernant la diplomation, la qualité du doctorat me semble plus importante que sa durée. De plus, il devrait être tenu compte de la réalité étudiante; un doctorant qui concrètement fait son doc a temps partiel devrait être considéré comme en rédaction a temps partiel pour être réaliste. cela éviterait de le considérer en retard.... trop vite !

2/ Étudiant internationaux/étudiants québécois On parle de faire venir des étudiants internationaux, mais si on les traite comme des vaches à lait... on prend le risque de tuer la poule aux œufs d'or à les vouloir à n'importe quel prix (pour eux !). On oublie alors que les meilleurs ne sont pas forcément les plus riches !

De plus, privilégier le profil international, ne devrait pas faire perdre de vue notre propre bassin québécois. L'Université tout comme le reste des instances d'enseignement (Cégep, secondaire) ont un devoir : s'assurer que les enfants soient enseignés de façon à acquérir d'abord la base : lire, écrire, compter, puis aient des connaissances de culture générale dans les disciplines incontournables (littérature, math, géographie, histoire, religions, philo, langues...), avec des compétences tout aussi incontournables : capacité de mémorisation, d'intégration, de réflexion..., afin de faire de ses citoyens des individus compétents.

L'université de doit pas se résumer à un repère d'étudiants internationaux, mais un lieu où les québécois qui en ont les capacités puissent aller étudier des matières qui ne peuvent être enseignées ailleurs.

Il faut par conséquent redéfinir les matières réservées à l'université. L'Université ne doit pas être un fourre-tout attrape étudiant.

4/ Professeurs

Le nombre de citations dans les revues est un miroir aux alouettes, qui ne garantit aucunement l'excellence du chercheur.

Par ailleurs il existe d'excellents professeurs, mais qui n'aiment pas publier. Ils sont donc pénalisés de ne pas être dans le "moule" de la course à la publication. On devrait être au moins autant attentif à la qualité d'enseignant et de pédagogue d'un professeur !

Interdisciplinarité

Certains professeurs travaillent déjà en interdisciplinaires. Mais l'université ne sait pas reconnaître et encourager de telles pratiques. Les silos sont légions. Ils devraient être invités à mieux se connaître selon leurs disciplines transversales : inviter des prof d'autres fac à venir faire "cours" dans leurs cours... pour faire connaître d'autre prof, d'autres façons de voir la discipline, sous d'autres angles. par exemple : en droit, faire venir un théologien. en sciences des religions, faire venir un prof de droit spécialistes du droit des religions, en musique ou en arts, un théologien.

Il faut aussi que les programmes laissent plus de place aux disciplines connexes, pour obliger les étudiants à s'ouvrir à autre chose que leur programme. On ne peut dire qu'on veut la diversité, et avoir des programmes complètement fermés, en silo sur une seule discipline !

Il sera impossible de faire tomber les frontières entre les étudiants si cela ne passe pas d'abord par les professeurs et le personnel de soutien. Et cette ouverture ne peut se faire non plus si elle n'a pas été initiée à l'école par des activités d'apprentissage. Pour qu'un étudiant soit curieux, il faut qu'il soit enseigné dès son jeune âge, en mettant des bases solides (lire, écrire et compter) qui lui permettent de s'ouvrir à d'autres découvertes.

Autrement dit, il est urgent que l'université s'intéresse à ce qui se passe dans les écoles!

Les procédures/information

Il faut repenser les procédures, les alléger et surtout faire connaître qui fait quoi. L'UDM est un labyrinthe administratif ou l'on entend trop souvent : ce n'est pas moi qui m'en occupe, et non ha pour ce dossier, c'est telle personne/service. IL y a un manque flagrant d'information concernant les instances et les tâches. Cela influe sur le personnel, s'il est ignorants des procédures.

De plus toute nouvelle personne intégrant l'UDM devrait avoir une formation sur comment fonctionne l'institution au regard de ses particularité. De plus, il devrait y avoir une formation continue du personnel sur le fonctionnement de tout ou partie du fonctionnement de l'institution, quitte à prévoir des modules spécialisés.

Mieux servir les étudiants

Les étudiants sont les premiers à partir de cet état de fait. on finit par leur en vouloir de ne pas savoir ce que le personnel lui-même parfois ne sait pas ! toutes les facultés/départements devraient avoir une personne dédiée à aider les étudiants qui rencontrent des difficultés administratives. Elle serait la porte d'entrée pour qu'ils n'aient pas à se demander qui contacter selon le type de problème. Ainsi, ils n'auraient qu'1 seul interlocuteur, qui ensuite les dirigerait auprès des bonnes personnes.

Il faut aussi que les personnes soient imputables. si le personnel a fait une erreur qui a des conséquences pour l'étudiant : l'UDM doit réparer cette erreur et non laisser l'étudiant se dépatouiller avec ! D'où l'importance de la formation du personnel UDM à la connaissance de son fonctionnement.

Le meilleur moyen reste cependant l'allègement des procédures et des gens en cause.

29 février

Jean-Pierre Thouez

Ma fille Colleen Thouez fut a Geneve et apres NY en charge de UNITAR depuis elle est consultante pour une organisation qui essaie de rapprocher les universites et l'ONU avec des idees sur l'internalisation des universites. Une excellente idee selon un ancien collegue qui entre autre autre a enseigne a la chaire Jean-Monnet Amicalement, JPThouez

4 mars 2016

Julie Parent

Je suis d'accord avec le fait que l'UdeM en particulier (et le milieu universitaire en général) doive s'adapter à l'évolution socio-économique (entre autres le sous-financement chronique) et apporter certains changements, notamment pour faire plus avec moins. Mais faire plus avec moins, cela comporte ses limites : à un certain point, il en faut plus. Et la contribution ne doit pas provenir uniquement des entreprises, mais aussi des citoyens.

C'est pourquoi l'idée d'une modulation des frais de scolarité ne devrait pas être abandonnée, même si elle serait présentement très difficile à faire accepter en raison de l'héritage du rapport Parent et des turbulences du printemps 2012. Nous devrions toutefois maintenir cet objectif à plus long terme.

Gardons à l'œil l'Ontario, qui augmentera l'aide financière pour les étudiants moins nantis. Ce qui s'y passera pourrait permettre aux partisans de la modulation de démontrer que des frais de scolarités plus élevés combinés à un bon système de prêts et bourses ne compromettraient pas l'avenir d'étudiants brillants moins riches. L'augmentation modulée des droits de scolarité irait même dans le sens d'une plus grande justice socio-économique : l'État cesserait de subventionner des études à bas prix pour les mieux nantis et amènerait chacun à défrayer le coût réel de la formation choisie (souvent proportionnel au salaire gagné une fois sur le marché du travail). L'égalitarisme à tout prix n'est pas gage d'équité.

7 mars

Simon Guertin-Armstrong

Une université qui se transforme, plus de 135 ans après sa création, se doit de souligner autant la continuité que la rupture.

Si l'objectif visé consiste à faire de l'UdeM une université actuelle, au service de la société, dédiée à l'excellence et impliquée dans la résolution des défis sociétaux les plus importants, pourquoi ne pas s'assurer que l'un de ses symboles les plus importants reflète cet engagement renouvelé?

La devise de notre alma mater souffle le chaud et le froid. Choisie à une époque où la religion était un élément central de la culture, la devise soulignait la double poursuite qui animait la communauté universitaire : rayonner par la foi et la science (*Fide splendet et scientia*).

Or cet amalgame entre science et religion ne tient pas la route. Il n'y a pas de dialogue possible entre une entreprise sociale qui vise l'accumulation de la connaissance par la méthode scientifique (organisation systématique du doute et primat de l'empirie) et une pratique qui rassemble les fidèles adhérant à un dogme commun (organisation sociale de la certitude métaphysique et primat de la foi). (Pour une réflexion mûrie sur cet enjeu, le dernier ouvrage de Yves Gingras, (2016) *L'Impossible dialogue*, aux Éditions Boréal.)

Pour entrer véritablement dans le XXI^e siècle, il m'apparaît que l'Université de Montréal doit rompre avec cette devise. Ne serait-ce que pour mieux continuer - c'est-à-dire avec plus de cohérence - sur la belle lancée qui est la sienne.

Au terme de la vaste consultation visant à identifier les valeurs et principes qui animent la communauté universitaire, il serait opportun d'identifier la raison d'être de l'UdeM puis d'en tirer une nouvelle devise.

Par exemple : "L'Université au service de la science; la science au service de la société."

Salutations cordiales,
SGA

8 mars
Pascal Martinolli

Bonjour,

Lorsque cela est possible, je suggère que l'accent, voire la priorité, soit mise sur :

- les logiciels libres lorsque des logiciels sont montrés et enseignés aux étudiants
- les formats de documents ouverts

(exemples: favoriser Zotero à EndNote, LibreOffice à MS Office, navigateur Firefox par défaut sur les ordinateurs de l'UdeM).

Raisons:

- mieux autonomiser l'étudiant (qui pourra continuer à travailler et avec de bonnes pratiques avec ces logiciels après l'université)
- gratuité (économies d'achat de licence, meilleure équité entre les étudiants)
- meilleur contrôle sur les données personnelles (pour les étudiants et la communauté univ.)
- meilleure pérennité et meilleure interopérabilité des formats de documents ouverts (pour les étudiants et la communauté univ.)
- moins de conditionnement des pratiques

En vous remerciant,
Pascal Martinolli, bibliothécaire BLSH

8 mars
Louis Poirier

Depuis que je suis à l'université, soit depuis le début des années 2000, mes collègues de la FEP me font part de l'étrange perception négative de notre faculté dans le reste de la communauté de l'Université de Montréal. J'ai entendu tous les clichés et les préjugés: ce n'est pas une faculté, il n'y a pas de professeurs et on ne fait pas de recherche... Ce ne sont que des «cours du soir» offerts à des adultes décrocheurs, c'est pas sérieux... etc.

Depuis quelques années, ayant à gérer des programmes qui ont un équivalent disciplinaire à la FAS (traduction), je suis à même de constater combien notre faculté est méconnue, oui par le public en général, mais aussi par des collègues qui œuvrent souvent à quelques pas de nos bureaux, comme ces voisins qu'on ne connaît pas en milieu urbain. Les citoyens de la Cité universitaire ne vivent pas en vase clos et ne sont finalement pas si différents des autres citoyens. Sommes-nous collectivement prêts et bien disposés à faire l'effort d'aller vers l'autre, ce voisin qu'on croise tous les jours sans connaître son nom ? Il faudra souvent une crise ou un drame pour qu'on lui tende la main, qu'on aille à sa rencontre. J'entretiens d'excellentes relations avec nos collègues de la FAS et nous gagnons tous deux à mieux nous connaître. On réalise ensemble que, finalement, on fait à peu près la même chose: on forme des étudiants et on les prépare rigoureusement à devenir des professionnels de la traduction. Leurs étudiants sont dans la vingtaine, les nôtres dans la quarantaine. On ne fait pas de recherche, mais la plupart de nos enseignants sont des praticiens dans leur domaine d'expertise, ce qui n'est pas rien.

À chacune des séances d'accueil, je demande aux nouveaux étudiants de nous faire part de leur parcours académique et professionnel. J'en suis à chaque fois renversé. La très grande majorité possède un baccalauréat, plusieurs une maîtrise et il y a presque toujours un ou deux docteurs dans la salle. Devant moi, des ingénieurs, des physiothérapeutes, des membres du barreau, des professionnels de la santé et de différents secteurs... impressionnant ! Tous ont d'excellentes raisons de venir à notre rencontre et nous avons aussi d'excellentes raisons de bien les accueillir, de leur offrir une formation solide et de bien les accompagner dans leur projet d'études et de vie !

Je dis toujours à mes collègues que nous devons un immense respect à ces personnes qui viennent courageusement étudier le soir, tout en travaillant à temps complet pour la plupart et, dans plusieurs cas, en étant aussi responsable d'une jeune famille. La FEP, pour ces étudiants, est souvent la seule option possible pour réaliser un projet de retour aux études et de perfectionnement. Nous avons le devoir et la responsabilité, en tant qu'institution universitaire, de leur offrir un milieu accueillant et stimulant en leur fournissant tous les outils nécessaires à leur réussite, dans un environnement spécifique qui consacre l'ensemble de ses ressources à ces objectifs.

Chers collègues de la cité, je vous invite à venir prendre un café, j'habite à deux pas, on fera plus ample connaissance.

Votre voisin !

Louis Poirier
Responsable de programmes
Faculté de l'éducation permanente
Université de Montréal

Texte public présenté dans le cadre de la consultation publique sur la transformation institutionnelle de l'Université de Montréal, le 8 mars 2016.

8 mars
Louise Paré

J'ai une expérience de travail reconnue dans le domaine de la réadaptation et ce , depuis de nombreuses annéeset .

J'ai obtenu un certificat et une maîtrise dans votre université.J'ai aussi assisté avec grand plaisir à de nombreux cours en psychologie comme auditeur libre . Comme je le mentionnais récemment à Éric Filteau, vice -recteur aux finances et aux infra-structures, je considère toutefois malheureux que je ne puisse pas avoir accès à certains cours de deuxième ou de troisième année du baccalauréat en psychologie.

9 mars
Martine Lavarière

Je souhaite par la présente vous faire part de ma crainte de voir certains programmes universitaires disparaître. Donc, svp, au cours de votre réflexion sur une réforme institutionnelle, toujours garder à l'esprit qu'il faut garder disponibles pour la population les programmes universitaires où notre société est remise en question, analysée, critiquée, etc. Je pense aux programmes en histoire, en philosophie, en sociologie, en démographie, économie, bref, à la plupart des prog. universitaires en sciences sociales. Il ne faut pas les réformer ou cesser de les dispenser (dans un but économique?) puisque c'est d'eux que naît la pensée critique essentielle à toute société démocratique, juste et équitable pour tous. Il faudrait penser à ce que les programmes universitaires demeurent accessibles à l'ensemble de la population, à ce que l'accès aux études supérieures ne redeviennent pas un choix possible pour certaines élites seulement. Il faut à tout prix qu'au Québec, les gens qui en ont le talent puissent continuer d'avoir accès aux études universitaires peu importe leur revenu. Il en va de notre capacité de réfléchir, de mettre les choses en perspective, de remettre les choses en question en tant que société. Le savoir chez nous, au Québec, en passant par vous, l'Université de Montréal, doit demeurer accessible aux classes sociales dont le portefeuille est le moins bien garni.

Merci,

Martine Lavarière, ex-étudiante, diplômée U de M et employée de soutien depuis 29 ans.

9 mars
Marine Holub

Bonjour,

je ne peux participer au forum mais j'aimerais parler d'une réalité qui me tient à cœur. L'université est ouverte à tous et de tous les âges mais pour autant, les jeunes n'osent pas, la plupart du temps, aborder les plus âgés et de plus ne pensent pas à les intégrer dans leurs groupes de travail; ne seraient ce les obligations de travaux en équipe pour lesquels les réticences existent, les seniors sont de fait plus isolés. N'ayant que peu d'échanges avec le groupe, le travail est non seulement plus difficile mais aussi plus difficile à vivre, l'université devrait être un lieu rassembleur alors qu'il porte parfois un sentiment d'exclusion qui spolie la qualité potentielle d'un travail; nous ne sommes pas des machines à apprendre mais des humains qui venons acquérir et partager des savoirs...Peut être une sensibilisation à cette richesse des publics pourrait elle être envisagée pour une meilleure intégration?...Merci

9 mars

Barbara Wurgler

Je travaille en classe comme spécialiste de harcèlement et je les entraîne avec une méthode comment se défendre sans être musculeux Pour femme et l'homme. Dans les leçons tout les comportements vexants seront identifier et thématiser pour trouver le démoniateur commun pour la vie en parité.

10 mars
Carl A. Gagnon

Lettre à la page suivante.

Le 10 mars 2016

Monsieur Gérard Boismenu
Vice-recteur au développement académique
et à la transformation institutionnelle
Université de Montréal

Objet: Document déposé par le directeur du Groupe de Recherche sur les Maladies Infectieuses en Production Animale (GREMIP) dans le cadre de la réflexion sur la transformation institutionnelle.

Cher Monsieur Boismenu,

Le GREMIP est actuellement composé de 9 membres réguliers, tous professeurs à la Faculté de médecine vétérinaire (FMV). Le GREMIP a été fondé au début des années 80 pour répondre à une problématique importante qui était responsable, à cette époque, de pertes économiques importantes, soit la pleuropneumonie porcine, maladie infectieuse bactérienne. Également, dans les années 80, le recrutement d'un nombre significatif de professeurs experts en bactériologie a été nécessaire pour répondre à cette problématique. Ce contexte a permis au GREMIP d'atteindre une masse critique de professeurs. Cela a également permis au GREMIP d'atteindre une renommée mondiale sur les maladies infectieuses bactériennes porcines. En moyenne, les membres du GREMIP reçoivent 3 à 4.2 millions de dollars en subventions et contrats de recherche et publient de 45 à 78 manuscrits scientifiques (avec comité de pairs) par année, ce qui en fait le groupe de recherche le plus prolifique de la FMV. Le document suivant se veut être une réflexion sur notre transformation institutionnelle pour améliorer le financement de la recherche à la FMV.

Faculté de médecine vétérinaire ou École de médecine vétérinaire?

Plusieurs programmes de financement de la recherche sont gérés par l'Université de Montréal (UdM) car selon les modes de fonctionnement, des montants globaux sont alloués à l'UdM qui doit par la suite les redistribuer selon les priorités. Je ne suis pas convaincu que la FMV reçoit sa juste part de ces fonds de recherche. Présentement, nous sommes bon dernier au Canada par rapport aux autres facultés vétérinaires avec aucune Chaire de recherche du Canada.

Lors d'un récent communiqué de l'UdM, près de 30 millions de dollars ont été investis par différents organismes subventionnaires dont 0% a été alloué à des programmes de recherche de la FMV (<https://www.nouvelles.umontreal.ca/recherche/financement/20160215-pres-de-30-millions-pour-la-recherche-a-luniversite-de-montreal.html>).

Selon votre récent document, 2.2% des étudiants de l'UdM sont inscrits à la FMV tandis que 5.3% des professeurs réguliers de l'UdM travaillent à la FMV (http://transformation.umontreal.ca/wp-content/uploads/2016/02/VR-TRANSFO_REV_07B_HR.pdf). Il serait raisonnable de s'attendre à ce que la FMV reçoive des montants conséquents pour le financement de la recherche. En réalité, nous sommes loin du compte.

Dans le Guide du concours 2017 du Fonds d'innovation de la FCI, il est indiqué à l'annexe 1 que le montant alloué à l'UdM (et ses hôpitaux affiliés) est de 67,300,000\$ donc en théorie, on devrait s'attendre à une somme de 2.2% à 5.3% selon nos populations étudiante et professorale, ce qui représente une somme de 1,480,000\$ à 3,566,900\$ pour ce concours. Quelles seront nos chances d'obtenir un financement approprié si nous devons compétitionner avec les hôpitaux affiliés, si l'UdM priorise de manière très claire son nouveau campus de la gare d'Outremont et si le BRDV croit que nous devrions aller au campus Montréal pour utiliser les équipements de recherche déjà en place malgré notre isolement géographique (car nous sommes à St-Hyacinthe)? Dans ce même concours, il est intéressant de remarquer que toutes les institutions admissibles, peu importe leurs dimensions, sont garanties de recevoir un montant minimal de 1,75 millions de dollars à ce concours. Donc, pourquoi pas la FMV! Sur la base de ces faits, je pense que la FMV aurait un intérêt à considérer un changement de position par rapport à l'UdM car nos activités de recherche pourraient bénéficier de ce changement. Il existe déjà deux écoles affiliées à l'UdM qui sont indépendantes à plusieurs égards par rapport à l'UdM : HEC Montréal et Polytechnique Montréal. Par exemple, l'École Polytechnique Montréal a droit à un montant de 14,3 millions de dollars du concours 2017 du Fonds d'innovation de la FCI à titre d'École affiliée. Honnêtement, je ne sais pas s'il serait globalement avantageux que la FMV devienne l'École de médecine vétérinaire et qu'elle acquière un statut d'École affiliée au sein de l'UdM mais je pense que cette idée est très avant-gardiste et demande une réflexion sérieuse du décanat de la FMV et du rectorat de l'UdM. Je propose que le directeur administratif de la FMV mette en place un dossier budgétaire sur la situation financière qu'aurait notre organisation en tant qu'École de médecine vétérinaire affiliée à l'UdM. Je propose que le futur doyen de la FMV soit responsable d'investiguer et par la suite, de rédiger un rapport sur les impacts administratifs et les pouvoirs décisionnels que nous aurions à titre d'École affiliée. L'objectif final de ce processus serait que la communauté facultaire de la FMV puisse se prononcer sur la proposition suivante: que la FMV acquière une autonomie administrative et décisionnelle avec un statut d'École affiliée au sein de l'UdM dans le but d'améliorer son financement de la recherche.



Conclusion

Plusieurs professeurs du GREMIP sont inquiets face à l'avenir de la recherche à la FMV et en tant que la seule institution d'enseignement vétérinaire au Québec, plusieurs se demandent si nous sommes supportés à la hauteur de nos contributions d'enseignement et de recherche au sein de l'Université de Montréal et de la société québécoise. J'espère sincèrement que ce processus de réflexion sur la transformation institutionnelle sera collectivement profitable pour la communauté universitaire. N'hésitez pas à me contacter si vous avez besoin d'informations supplémentaires.

Sincèrement vôtre.



Carl A. Gagnon, DMV, Ph.D.
Directeur du GREMIP

CAG/if



10 mars
Roxane Campeau

Les modalités de cette grande consultation ne favorise pas du tout la consultation de nos membres dans les associations étudiantes. En ce sens, je me sens mal avisée de participer à tout forum ou panel.

Pourquoi l'administration de l'UdeM décide-t-elle de consulter uniquement les individus au lieu de s'adresser à la fois à ceux-ci ainsi qu'aux instances internes de la communauté universitaire, parmi laquelle figure les associations étudiantes? La plupart des membres de mon association étudiante n'ont pas eu le temps de prendre connaissance des enjeux liés à la transformation institutionnelle et vos modalités de consultations me laissent croire que les orientations sont décidées d'avance et que votre campagne de consultation a l'allure d'une procédure d'acceptabilité sociale où finalement, les personnes concernées ne sont pas tant consultées, mais plutôt avisées.

10 mars
France Brochu

Je suis inscrite en histoire de l'art en ce moment et ça me passionne. Mais je serais plus qu'intéressée à ce que mon université offre un baccalauréat en arts plastiques. Je suis certaine qu'il y aurait un vif intérêt. Un programme qui serait à la hauteur et à l'image de l'Université de Montréal. Je m'inscris aussitôt que vous ouvrez un programme.

14 mars
Louis-Eric Trudeau

Bonjour,

Je crois que ce serait important pour l'UdeM de travailler à une réorganisation de la recherche biomédicale sur son campus, notamment dans le domaine des neurosciences, une des forces de l'UdeM. Partout à travers le Québec, le Canada et les États-Unis, la recherche biomédicale moderne nécessite le regroupement des chercheurs selon leurs thématiques de recherche (et non pas simplement selon le programme d'enseignement auquel ils participent) et le développement d'infrastructures communes de pointe. Ceci se fait déjà depuis de nombreuses années dans les centres de recherche hospitaliers et les divers instituts de recherche privés et publics. Sur le campus de l'UdeM, les départements et facultés qui font de la recherche biomédicale sont, malgré leur excellence, à la traîne sur leurs collègues de l'extérieur et ne bénéficient pas de suffisamment d'infrastructures communes de pointe. Je suggère que l'UdeM passe à l'action et développe rapidement un véritable "centre de recherche campus" en sciences biomédicales, regroupant les chercheurs/professeurs des départements de sciences de base de la faculté de médecine, ainsi que les chercheurs/professeurs des autres facultés qui œuvrent aussi dans ce domaine (Faculté des arts et sciences, Faculté de médecine dentaire, école d'optométrie etc...). C'est un projet qui est déjà en discussion à la faculté de médecine depuis quelque temps. Dans le domaine des neurosciences, il serait particulièrement opportun de développer un "Institut des neurosciences de l'UdeM" (INUM) afin de regrouper physiquement tous les chercheurs en neurosciences œuvrant sur le campus, peu importe leur affiliation départementale ou facultaire. Cet institut pourrait être un des axes majeurs du nouveau centre de recherche campus (avec l'IRIC et d'autres Instituts éventuels dans d'autres domaines, comme par exemple la pharmacologie). Avec la réorganisation consécutive au développement du campus Outremont, il serait opportun de développer ce projet porteur dès maintenant et de solliciter l'appui des Fonds de Recherche du Québec.

Louis-Eric Trudeau
Départements de pharmacologie et de neurosciences

14 mars
Marc St-Pierre

J'ai ramassé aussi succinctement que possible ma réponse en quelques pages que je joins ici.

Moins d'école, plus d'enseignement, vers un milieu de savoir

Avant d'aboutir à trois excellentes questions, le guide de réflexion parle de technologies, de la transformation du bassin d'étudiants, de la mutation de la clientèle et de ses horaires, de la nécessité de recruter à l'international, etc. Il s'agit là de l'évolution de l'environnement de l'Université, de son écosystème, en quelque sorte.

Par ailleurs, on déplore les statistiques qui indiquent un taux de satisfaction inférieur à celui du U15, de même qu'un séjour généralement plus long chez-nous de l'étudiant moyen avant qu'il n'obtienne un diplôme. Il y a donc lieu d'en déduire que l'Université n'évolue pas au rythme de son environnement. À mon sens, la perception des auteurs que quelque chose cloche est aussi pertinente que palpable. Mais les causes profondes, qu'on soupçonne liées aux technologies, semblent encore assez obscures.

Pour ma part, j'ai eu l'impression très frappante, à mon embauche à titre de responsable informatique, d'une organisation déstabilisée par le changement, et dont les méthodes n'ont pas bougé beaucoup depuis les années 80. La technologie a l'allure d'une greffe d'un corps étranger qui n'a pas vraiment pris. Comprenez-moi: il y a autant d'équipement au mètre carré ici que dans n'importe quelle autre entreprise comparable. Mais il me semble évident que la réflexion sur le passage au numérique n'a jamais été faite, de sorte que nous en sommes encore à travailler à l'ancienne avec de nouveaux moyens. Dans ces conditions, les technologies peuvent devenir un obstacle, puisque les processus et l'organigramme n'ont pas changé. Le résultat net est une productivité au mieux égale, sinon inférieure à celle d'avant l'arrivée du numérique, de même qu'un alourdissement certain des structures. Bien-sûr, ces considérations paraissent éloignées de l'académique, mais la mission ne peut être analysée isolément des moyens pris pour l'accomplir. Si on envisage de courir vers l'innovation, nous devons d'abord apprendre à marcher avec les technologies. Ne pensons qu'aux industries médiatiques et on a immédiatement une idée de l'ampleur de la révolution à faire, et au prix à payer pour ne pas la faire à temps ou au complet. Il ne s'agit pas ici du prix physique des technologies, mais bien du prix de l'évolution ou de la *disparition*. De même, cette révolution n'est pas matérielle, mais bien culturelle. La technologie n'est pas un nouveau *moyen* d'accomplir les mêmes tâches. La technologie est un nouveau *passage* entre l'objectif et le résultat, qui implique les méthodes, les processus, etc., bref, l'architecture d'entreprise elle-même. Nous ne pourrions pas rencontrer les objectifs stratégiques à l'origine de la présente réflexion sans redéfinir le passage pour s'y rendre.

La manifestation la plus concrète de ce concept est que l'information n'a plus de support physique. Comme l'œuf de Colomb, cela semble une évidence, mais les implications en sont fondamentales: l'information n'est plus liée à l'espace ni au temps. L'industrie du disque, par exemple, ne s'en est jamais remise, parce que ses dirigeants se sont obstinés à tenter de vendre des rondelles de plastique à l'heure où le marché en était déjà à la consommation d'information décorporée. La réflexion qui nous occupe doit à mon avis se faire sur la base de cette réalité fondamentale que l'information n'a plus de support. L'enseignement étant un transfert d'information, il faut fatalement faire l'exercice d'en explorer les conséquences pour notre mission, et réagir. Si on se rapporte aux questionnements du guide de réflexion, on constate d'ailleurs que les préoccupations qui y sont énumérées concernent notre position dans la mouvance spatiale et temporelle de notre environnement: horaires atypiques de la clientèle, saturation du bassin local, opportunité internationale, désir de rayonnement sur la scène mondiale, etc.

Le cœur de mon message consiste donc à décliner en trois volets cette proposition: plus d'enseignement, moins d'école, vers un savoir intégré.

Plus d'enseignement...

C'est diversifier l'offre, et surtout l'élargir. Si on réussit à intégrer l'idée que l'information est indépendante du support, une foule d'opportunités se révèlent. Je ne prendrai ici que l'exemple de la formation à distance. Pourquoi l'Université Laval offre-t-elle une foule de programmes en double-accès (local et à distance) depuis dix ans, et pas nous? Je l'ignore, mais en tant que client atypique, au moment d'entreprendre une maîtrise, je me suis inscrit là-bas, parce que l'offre de ma propre institution est encore prisonnière du contenant, c'est-à-dire les bancs d'école, de 9 à 6, en semaine. C'est un peu comme être forcé de chercher un numéro de téléphone dans les pages jaunes. Le *marché* demande notre enseignement, pas nécessairement notre *école*. Bien-sûr, pour en arriver là, il faut passer par l'appropriation de la technologie nécessaire, la révolution culturelle que j'évoquais plus haut.

Moins d'école...

C'est lâcher la tradition de se définir par la forme et le faire par le fond, puisque le support n'est plus une condition sine qua non à l'information. La formation à distance n'est qu'un exemple évident de ce concept. L'Université s'identifiera d'autant plus par son enseignement et son milieu, et d'autant moins par son *appareil* d'enseignement physique, *l'école*, pour faire image.

Il y a deux facettes à cette idée. D'une part, rafraîchir l'offre académique en allégeant la structure des programmes. Je ne m'étendrai pas sur ce point, le recteur et le guide de réflexion l'ont bien cerné. Mais d'autre part, tout ce qui sert à transmettre l'enseignement, *l'école* dans notre analogie, doit être fortement mise à jour. Comme je disais plus haut, l'exécution de notre mission est encore basée sur des processus du temps du papier. Les unités sont encore organisées autour des tâches physiques liées à la manutention du support plutôt qu'autour des livrables informationnels. Ceci maintient en place des silos pratiquement étanches créant des situations où la main droite ignore ce que fait la main gauche, car deux silos entravent le flot d'information. Bref, une révision des processus et de l'architecture d'entreprise s'impose si l'on espère profiter du catalyseur numérique. Autrement, la technologie ne fait qu'ajouter de la lourdeur à des processus déjà inefficaces.

Un autre facteur important contribuerait à l'allègement de *l'école* si l'on songeait à n'inventer la roue qu'une seule fois pour plus d'une institution. Quelques rapprochements ont été tentés en ce sens, comme feu la CRÉPUQ ou l'actuel BCI. Mais ces initiatives sont menées à mon sens à bien trop haut niveau et semblent vouées à la paralysie politique. Pourtant, Dieu sait qu'aucune organisation ne travaille à la façon d'une université, sinon une autre université. Et, déjà en retard au rendez-vous technologique, nous en sommes tous à bidouiller les mêmes outils chacun dans son coin. Voici encore un aspect de la lourdeur du support. En acquérant une identité de fond, on devrait réaliser que "notre" synchro n'est pas ce qui nous distingue. On pourrait facilement simplifier notre *école* en coalisant avec d'autres institutions plusieurs pans de "plomberie" technologiques liés à la personnalisation très coûteuse de solutions pensées pour une clientèle commerciale, sans craindre pour autant une hypothétique "cégépisation" des universités. Car la valeur ajoutée, "l'expérience" que nous devrions proposer n'y réside en rien.

Un milieu de savoir

C'est une institution qui se libère du paradoxe déjà perceptible dans le guide de réflexion, et dont nous venons de faire le tour sans le nommer explicitement, à savoir l'innovation dans les conditions tout à fait improbables que nous venons de survoler. En tant que praticien des technologies, je suis aux prises quotidiennement avec la contradiction entre la recherche d'efficacité des directions *par* les technologies, et le réflexe, voire la manie de ces mêmes directions d'éviter de s'impliquer *dans* les technologies, soit en les ignorant complètement, soit en en confiant systématiquement la gestion à des contractuels. Je ne parle pas ici du volet "plomberie" que j'évoquais plus haut, mais bien des technologies à valeur ajoutée qui feront ou ne feront pas la marque distinctive de notre université, qui façonneront ou non son identité. Le guide parle d'innover en enseignement, de créer pour ainsi dire une expérience distincte qui fera que les étudiants viendront vers nous. J'abonde dans le même sens, bien-sûr. Mais je soumets que l'innovation implique la *possession* de tous ses moyens, pas seulement la *location* de ceux-ci. Si l'on fait le parallèle avec la gastronomie, par exemple, tout le monde comprendra qu'il est impensable d'innover en cuisine en se contentant d'acheter une franchise, disons un St-Hubert, parce que le franchisé ne possède pas son menu. De même, il est tout aussi illusoire d'envisager l'innovation en enseignement sans *posséder*, dans tous les sens du terme, les technologies appropriées. Ce que cela implique est que celles-ci doivent devenir une seconde nature des directions et des créateurs concernés, ou encore que ces derniers entrent en symbiose avec des gens de savoir voués à l'institution autrement que par un contrat de consultation. L'Université doit être son propre maître d'œuvre, créer sa propre cuisine.

En écrivant ceci, une étrange synchronicité fait qu'on annonce la mort de George Martin, le 5ème Beatle. Voilà justement l'exemple parfait de mon propos: George Martin n'était pas un musicien, c'était d'abord un technicien, et les Beatles ne connaissaient pas grand-chose à la technique. Mais Martin était un technicien à *large spectre*, qui comprenait où les artistes voulaient aller, et ensemble, ils ont réellement innové. Notre institution ne va pas innover en s'en remettant à CGI ou IBM pour lui "dessiner" une identité. Ce serait comme opérer un restaurant avec le menu d'un traiteur.

Sur le terrain, cela signifie plusieurs gestes déterminés et déterminant pour créer un milieu du savoir, au-delà d'une *école* où le savoir est limité au cadre strict des cours, et entouré d'une organisation qui fonctionne comme n'importe quelle entreprise. Un "milieu" est beaucoup plus homogène.

À ce point, je n'ai plus tellement de réponse mais plutôt des questions pour les décideurs:

- est-on prêts à aller vers l'innovation, vers l'acquisition d'une identité distincte en regard de ce que cela implique?
- est-on prêts à refondre l'architecture de cette institution?
- est-on prêts à changer *comment* on travaille?
- est-on prêts à revoir les conventions?
- est-on prêts à revoir les statuts d'employés, de professionnels, de professeurs, etc.?
- est-on prêts à former qui doit l'être?
- a-t-on l'humilité d'oublier la hiérarchie pour collaborer sur la base des idées?
- est-on prêts à prendre le risque *d'essayer*?

Conclusion

L'ensemble du questionnement soulevé dans le guide de réflexion trouve une réponse dans la façon d'aborder l'usage des technologies. Elles ne doivent pas être un *outil*, elles doivent être un

organe. Elles exigent d'être intégrées à la stratégie, au sens littéral du terme. Et cette intégration commande à son tour une métamorphose de l'organisation qui a ses propres critères:

- les directions doivent acquérir un sens des technologies de niveau stratégique intégré à leur gestion
- les principes d'ingénierie des processus et d'architecture d'entreprise doivent être assimilés et appliqués par les directions
- une vision identitaire de l'Université de Montréal doit être définie autour de son enseignement, en parallèle avec une préoccupation d'allègement des structures de son appareil d'enseignement

À la Direction des immeubles, où je travaille, nous tentons tout ce que nous pouvons pour appliquer ces principes dans la mesure de ce qui est actuellement possible. À plusieurs égards, notre initiative est une sorte de microcosme de ce qui pourrait être fait à l'échelle de l'institution dans son ensemble. Bien-sûr, tout le monde n'a pas le même enthousiasme envers les technologies, employés comme directeurs, mais nous avons réussi à faire quelques pas dans le bon sens, ce que le recteur a d'ailleurs souligné. Il a employé pour ce faire une jolie métaphore, souhaitant que nous devenions *contagieux*. Je crois que le sens de mon intervention serait bien ramassé dans cette réponse en forme de boutade : Nous sommes effectivement très *virulents*, mais si vous parvenez à réduire la consommation d'antibiotique de cette institution, nous déclencherons ensemble une belle épidémie.

14 mars
David Cherniak

Comment optimiser le développement et le transfert des connaissances, et la recherche, au sein de l'Université de Montréal ?

Bonjour,

J'occupe le poste de technicien de soutien de laboratoire de médiatisation au laboratoire multimédia (LaM) du pavillon Marie-Victorin depuis 2010.

Au fil des années, j'ai constaté plusieurs changements qui concernent l'achalandage au laboratoire, les types de questions qui nous sont posées et les tâches qui sont exigées de notre équipe par la direction.

En effet, en plus d'offrir le soutien technique de première ligne auprès des étudiant.e.s, la direction de la FAS a décidé de nous affecter à divers projets de production pour le compte de l'université. Ces nouveaux défis, bien que stimulants, ont eu des répercussions sur la disponibilités de techniciennes et techniciens du laboratoire en lien avec le soutien auprès des étudiant.e.s. Il est déjà difficile pour certains étudiants de prendre leur courage à deux mains pour demander de l'aide pour leurs travaux, alors imaginez si en plus ils ont l'impression de déranger quelqu'un qui est affecté à d'autres tâches.

Au fil du temps, et après des interventions de l'équipe technique auprès des gestionnaires, la division du travail entre le soutien aux usagers et la production s'est améliorée : il y a maintenant toujours, ou presque, un membre de l'équipe technique disponible pour le soutien technique sur les équipements informatiques, les logiciels et les équipements photographiques et audiovisuels et les périodes où tous les technicien.ne.s sont affectés à des projets de production au même moment sont réduits au minimum.

Cependant, on nous a également demandé de réduire la durée de nos interventions lorsque nous effectuons le soutien technique auprès des étudiant.e.s. afin d'être davantage disponibles pour les projets de production de l'université. Cette vision presque taylorisée du soutien technique constitue selon moi une économie de bouts de chandelles et prive les étudiants de conversations inestimables avec des techniciens chevronnés ayant œuvré dans l'industrie télévisuelle et cinématographique. Au cours des dernières années, j'ai eu l'occasion, dans le cadre de mon travail, d'échanger avec les étudiant.e.s sur leurs aspirations professionnelles et des les informer sur la réalité du marché du travail. J'ai eu l'occasion de référer certaines étudiantes et étudiants à des connaissances du milieu ce qui a débouché sur des contrats ou parfois des emplois. En réduisant le soutien technique à un simple échange utilitariste, c'est de cette plus-value qu'on prive les étudiant.e.s, soit d'avoir de réels échanges avec des professionnels chevronnés.

On nous demande également d'éviter de donner du soutien technique sur les équipements personnels des étudiant : il faut tracer une limite quelque part dans les services offerts par les techniciens du laboratoire multimédia.

Si j'étais d'accord avec cette dernière directive à mon arrivée à l'université, les changements dans l'enseignement et dans le marché du travail m'ont fait changer mon fusil d'épaule. Pour moi, la réponse à la question concernant l'amélioration du transfert des connaissances et l'optimisation du développement passe désormais par l'offre d'un soutien technique professionnel sur les équipements personnels des étudiants.

En effet, de plus en plus d'étudiant.e.s utilisent leur ordinateur personnel pour la réalisation de leurs travaux pratiques. Il y a un mythe tenace qui décrit les étudiants d'aujourd'hui comme étant naturellement investis de compétences informatiques avancées. La réalité est qu'il n'en est rien. À mon avis, une façon simple de favoriser le développement de nos étudiant.e.s et de faciliter leur accès au marché du travail est de permettre aux techniciens de soutien d'offrir une aide sur les équipements personnels.

La réalité du marché du travail évolue rapidement et de plus en plus de futurs travailleurs seront appelés à occuper des emplois atypiques et à travailler sur leurs propres outils. C'est particulièrement vrai dans le domaine de la communication. Les entreprises qui offrent des formations complètes sur leurs outils ne sont plus la norme et nombre d'entre elles exigent maintenant une main d'œuvre qui possède et maîtrise ses propres outils de production. En accompagnant les étudiant.e.s dans la maîtrise d'outils qu'ils possèdent souvent déjà, on leur donne les moyens d'optimiser le transfert le développement et le transfert des connaissances en éliminant les barrières techniques qui constituent bien souvent le premier frein à l'aboutissement de projets de recherche ou parascolaires complexes.

Contrairement aux chargés de cours et aux professeurs, les technicien.n.es de laboratoires peuvent faire preuve d'une grande disponibilité auprès des étudiants. En plus d'améliorer l'expérience étudiante et de mieux répondre à leurs besoins, je suis d'avis que le fait d'accompagner les étudiants dans la maîtrise de leurs propres outils contribuera à créer un plus grand sentiment d'appartenance à l'université, autant du côté des étudiants que du personnel de soutien.

J'accepte que mes propos soient rendus publics dans la mesure où ils sont reproduits dans leur intégralité.

Merci.

David Cherniak
Technicien de soutien de laboratoire de médiatisation

14 mars
Belaid F Zohra

Madame , Monsieur

Merci de nous allouer cet espace ou il nous est possible de donner notre avis sur les sujets et les questions qui touchent directement les étudiantes et étudiants. Avant toute chose , je souhaite soulever la questions des sondages que nous recevons et qui concernent leur état de santé, Bref, pour ma part ,je suis choquée de savoir que certains services sont payants !! comme l'eau chaude dans les cafétérias de tous les campus de l'UDEM. Aussi, les repas ont des prix hors normes en ce qui concerne les repas!! donc , comment les étudiants qui substituent grâce à des prêts et bourses (dettes du future) puissent ne pas être stresser . Or , nous n'arrêtons pas de lire ou entendre que vous , le personnel et professeurs êtes là pour nous aider et nous faciliter cette experience de l'étudiant !!!.. Enfin, pour ce qui est des avantages pour les étudiants de 25 et plus ,ils sont presque inexistants lors des inscriptions au cartes de transport , ou autres , donc le statut est définit par rapport à l'âge ..

Je ne suis pas la seule à penser ainsi , car nous somme nombreux à avoir plus que 25 ans et parents étudiantes et étudiants.

Merci .

Une étudiante , +25 ans, maman et à temps plein.

14 mars
Guy Bourgeault

Une mission et un climat institutionnels ne se décrètent pas du ciel; leur évolution, plus encore leur transformation ne peut se faire que lentement, et elle ne conduira à mieux que si et dans la mesure où tous les acteurs auront été vraiment consultés et entendus dans un processus de délibération dont ils se seront sentis partie prenante. Parce que, sans une prise en charge résolue d'un changement par, sinon tous les acteurs, du moins une grande majorité d'entre eux, le changement décrété ne sera que structurel.

La vie a toujours préséance sur ce qui est pensé, prévu, planifié; et elle déroge, non pas parfois ni même souvent, mais toujours aux diagnostics et aux anticipations. On devrait savoir cela depuis... Platon et Aristote ! et surtout à la lumière des « réalisations » si décevantes des réformes structurelles imposées par les gouvernements, au fil des dernières décennies, dans les champs de la santé et de l'éducation.

Un leadership sage et réaliste misera sur ce qui est là déjà, à l'oeuvre et donc mis à l'épreuve, et qui pointe vers mieux; il encouragera, rendra possible, facilitera, soutiendra, etc., et l'avenir se construira ainsi. Nul, individu ou groupe ou collectivité plus large, ne construit son avenir à coup de décisions qui ne sont pas liées au désir et au plaisir de vivre; chacun peut toutefois contribuer à ce que se construise peu à peu une culture organisationnelle nouvelle... — en dialogue et interaction avec la société et avec le monde, avec des acteurs de cette société et de ce monde.

Autrement, on donnera dans les plans de Staline ou de Mao, dont l'échec est aujourd'hui si clair; ou dans l'adoption de politiques qui demeureront sur papier tant les interprétations qu'on en fera dans leur mise en oeuvre seront en écart et parfois en contradiction avec elles.

Pensons à ce qui a découlé réellement, dans les pratiques, des bouleversements provoqués dans les services de santé et les services sociaux par des planificateurs : les politiques et les réformes et les restructurations visaient et promettaient une mise du malade ou de la personne en détresse au coeur du système, des cliniques et des services de proximité, des urgences libérées, etc. De même, les réformes successives en éducation ont toujours visé sur papier la meilleure formation des élèves ou des étudiant.e.s, mais... ..

Qu'est-ce qui va ? Comment peut-on soutenir et développer ce qui va ? Le reste suivra; en réalité, suit déjà — j'oserai dire : souvent MALGRÉ les politiques et les allocations budgétaires insuffisantes et les inutiles détours administratifs et les contrôles multipliés au fil des ans. De ce qui va et que l'on soutiendra et développera à travers ce qui est déjà à l'oeuvre, se construiront RÉELLEMENT et non sur papier seulement des rapports nouveaux entre les acteurs — tout spécialement et en priorité des professeur.e.s ET DES ÉTUDIANT.e.S. C'est pourquoi il ne faut pas, au nom d'une rationalité planificatrice plus platonicienne ou cartésienne que scientifique (malgré les chiffres et les \$ et les % que l'on va évoquer et invoquer), défaire ce qui va en pensant que ça ira mieux ensuite. « Ne tuons pas le beauté du monde... » - comme dit la chanson; ne tuons pas la vie. La vie universitaire vaut d'être choyée et entretenue comme toute vie. Et parfois il faut, pour ce faire, changer des choses. Mais délicatement, sans rien arracher...

Même s'il s'agit d'un sondage ou d'une consultation que l'on a placé sous le signe du confidentiel, je signe :

Guy Bourgeault

P.S. La vie universitaire, celle qui a cours entre collègues et avec les étudiant.e.s, me séduit et me nourrit, m'apprend depuis... bientôt cinquante ans, si je n'abandonne pas avant. C'est donc que je l'aime, cette vie. Je souhaite qu'elle soit encouragée, soutenue, soignée au besoin. Je ne voudrais pas qu'on la tue en la plaçant trop froidement sous le signe et le sceau des performances obligées et de leurs indicateurs toujours bien partiels et bien souvent inadéquats.
GB

15 mars

Jean-Pierre Lefebvre

Bonjour, je désire vous partager des idées afin de mieux positionner mon Université de Montréal pour l'avenir. Vous trouverez ci-joint mon document.
Cordialement.

Proposition de réponse à la question no 1 et 3 dans le cadre de la transformation institutionnelle de l'Université de Montréal.

Rédigée par Jean-Pierre Lefebvre, responsable du service de la reconnaissance des acquis expérimentiels à la Faculté de l'éducation permanente. 16 mars 2016.

La reconnaissance des acquis universitaire comme moyen d'accroître la capacité d'adaptation de l'Université de Montréal

Le marché du travail est en profonde mutation tant au Québec que dans de nombreux pays. Ce phénomène mondial expose les travailleurs à une demande accrue de compétences et de savoirs. Elle exige dorénavant de la mobilité et de la flexibilité. Pour atteindre les compétences du 21^e siècleⁱ, le temps imparti à la formation continue est aussi importante que celui consacré à la formation initiale en vue d'obtenir un diplôme « qualifiant ».

Les personnes immigrantes, selon les prévisions d'Emploi-Québecⁱⁱ, fourniront 17% de la main-d'œuvre d'ici 2021 et, fait bien établi, parmi les obstacles majeurs à leur intégration au marché du travail figure la non reconnaissance de leurs compétences et l'accessibilité difficile à la reconnaissance des acquis scolaires et extrascolaires (dénommé « expérimentiels » à la FEP). De plus, selon un rapport de consultationⁱⁱⁱ réalisée en 2015 par Qualification Montréal, organisme de référence sur le territoire montréalais, les besoins de ces personnes qualifiés sont nombreux et l'Université de Montréal pourrait se rapprocher de son rôle de leader au sein de la communauté montréalaise et lavalloise. Essentiellement, il appert dans ce rapport que :

Les organismes communautaires avouent savoir peu de choses sur la reconnaissance des acquis, sur le processus ou la démarche qui la structure.

Au sein de la clientèle immigrante, la reconnaissance des acquis n'est pas encore vue comme une solution pour faire reconnaître ses acquis scolaires et expérimentiels. Pourtant la personne immigrante cherchera à obtenir un diplôme quitte à retourner aux études, dans un domaine plus porteur que le sien.

La reconnaissance des acquis permet de faciliter ce retour aux études et à la réorientation de carrière (ingénieure reconvertie en intervenant en service garde, ambulancier reconvertie en infirmier).

Une grande méconnaissance de la reconnaissance des acquis prévaut ainsi sur l'offre de service existante. La personne est confrontée à trop d'interlocuteurs et à un service à la clientèle insuffisant à travers les différents services et facultés de l'université. Aucune uniformité de pratique et de standards n'apparaissent pour celui ou celle qui tente d'en savoir un peu plus sur ce service en vue de faire un choix d'études judicieux.

Étant donné les besoins d'optimisation de développement des étudiants immigrants et chez tous les adultes se dirigeant vers le premier, le deuxième ou le troisième cycle, en plus d'un contexte démographique en pleine ébullition, dont l'actualité avançait récemment la tendance

de hausser les seuils d'immigration de 50 000 à 60 000 par année, je propose les améliorations suivantes :

- Harmoniser les pratiques, les balises réglementaires et les méthodologies d'évaluation des compétences par la création d'une politique institutionnelle en reconnaissance des acquis (ce type de politique existant déjà dans la majorité des universités québécoises et canadiennes);
- Déployer un « Guide institutionnel » des acquis scolaires (cours à cours) et des passerelles prévues (partie DEC technique/programme) accessible aux étudiants via le site de l'université, facilement consultable pour les directions et responsables de programme;
- Créer un centre d'expertise en reconnaissance des acquis expérientiels sinon une communauté de pratiques au service des différentes facultés et départements de notre université;
- Favoriser les échanges de personnes responsables de ce dossier;
- Développer une image de marque axée sur la qualité de la reconnaissance des acquis à l'UdeM et sur l'assurance qualité des processus d'évaluation;
- Développer un portfolio 2.0 de l'étudiant « tout au long de ses études » permettant de cartographier les acquis, les formations et les preuves d'acquisition (réalisations, stages, alternance travail-étude, implication communautaire, acquis d'apprentissage, etc.);
- Faire davantage de promotion des pratiques de reconnaissance des acquis universitaires auprès des organismes communautaires dans la grande région de Montréal (intervenant entre autres auprès des nouveaux arrivants), des Chambres de commerce, des regroupements d'employeurs, des comités sectoriels de main-d'œuvre, d'Emploi-Québec, du MIDI et du MEESR.
- Établir des partenariats pour développer des outils promotionnels et élaborer du matériel de référence en reconnaissance des acquis conforme aux orientations de la politique institutionnelle.

À tous les cycles universitaires, on pourra dire que la reconnaissance des acquis est un moteur d'intégration, un formidable moyen d'insertion socioprofessionnelle ainsi qu'un moyen de recrutement non négligeable parce que l'on cible les besoins réels, parce que le processus d'évaluation est crédible, parce que la formation manquante est ciblée et qualifiante, parce qu'un diplôme universitaire est valorisant et sécurisant pour la mobilité.

ⁱ Les compétences du 21^{ième} siècle : Danielle Ouellet et Sylvie Ann Hart, Observatoire compétences emploi. Décembre 2013.

ⁱⁱ Emploi-Québec, IMT Le marché du travail au Québec, perspectives à long terme 2012-2021. Juin 2012.

ⁱⁱⁱ Rapport de consultation « Reconnaître pour valoriser les acquis et compétences : vers l'intégration des personnes immigrantes en emploi ». Qualification Montréal. Novembre 2015.

17 mars
Ming Sun

Je voudrais profiter de cette occasion pour proposer (en tant que diplômée et employée de l'Université) une stratégie financière inspirée par un article que j'ai lu il y a quelques jours (<http://www.vigile.net/L-industrie-des-etudiants>).

Comme l'indiqué dans l'article, l'industrie des étudiants étrangers est un phénomène mondial, je pense que l'Université de Montréal doit profiter de cela et augmenter le nombre d'inscription d'étudiants étrangers, surtout ceux des pays de l'Asie de l'Est, tel que la Chine et la Corée du sud, car l'éducation est très valorisée dans ces pays et il y a beaucoup de parents qui veulent investir dans la scolarisation de leurs enfants (notamment pour les envoyer en Amérique du Nord). Je propose que le projet d'internationalisation se penche sur ces pays et que l'Université participe à plus activités liées à l'internationalisation, tel que « Canadian Education Exhibition » dans ces pays.

Comme on peut voir dans l'article, les universités anglophones accueillent 41.2% des étudiants étrangers (dont une forte présence des étudiants asiatiques) au Québec, bien que les anglophones ne représentent que 8.3% de la population du Québec. Le facteur linguistique semble lié à ce phénomène. Par exemple, la plupart des étudiants étrangers ont l'anglais comme la langue seconde (tel que les asiatiques). Cependant, cela ne veut pas dire que le français n'est pas valorisé dans ces pays. À ma connaissance, le français est considéré comme la langue la plus belle et romantique en Chine et beaucoup de personnes désirent l'apprendre. Sachez qu'il n'y a toujours pas assez de place à l'Alliance française (un organisme vise à transmettre la culture française) en pour ceux qui veulent s'inscrire aux cours. Je crois que l'Université de Montréal devrait peut-être créer un programme d'apprentissage du français (cours de langue préalable) pour ceux qui veulent faire leurs études en français.

Finalement, j'aimerais souligner que l'augmentation de nombre des étudiants étrangers ne contribue pas seulement à la croissance durable et rentable des revenus, mais aussi à l'enrichissement culture, ainsi qu'à accroître l'impact de l'Université dans le monde entier. Comme vous le savez que le nombre des étudiants fait partie des critères de classement du Time Higher Education (je ne suis pas d'accord avec cela car ce n'est pas juste pour les universités non-anglophones).

Je vous remercie d'avance de lire ce long courriel et vous prie d'agréer mes salutations distinguées.

17 mars
Cécile Crost

Bonjour,

Les communautés LGBT, Transidentitaires sont mieux organisées et reconnues sur les places publiques mondialement. Toutefois, pour bcp de futurs étudiants, une simple barriere peut decourager l'inscription a un cursus univeristaire. Je pense au transidentitaire: indiquer le sexe (genre) et le prénom légal est requis pour une identification légale, or plusieurs universités américaines offrent une confidentialité accrue sur ces données, voire propose un troisieme sexe : neutre et indique quel prénom doit être publiquement utilisé pour l'étudiant. Le regristrariat de l'udeM pourrait en faire autant. Cela cadre avec la stratégie d'internationalisation du recrutement étudiant. De plus, en tant que personnel en contact réguliers avec des étudiants, nous n'avons aucune formation sur l'accueil adéquat face aux communautés LGBT, ex: je n'avais jamais réalisé que la toilette mixte de mon building pouvait être une information fort interressante pour un transidentitaire auquel j'avais fait face. De plus je pense qu'éliminer le genre des CV et dossiers, formulaire étudiant permettrait en fait de diminuer les inégalités liées au sexe. La date de naissance est une donnée plus discriminante que le sexe.

18 mars

Graziella Kanaan

J'ai pu réaliser mon objectif grâce au certificat de toxicomanie à la FEP. Je suis mère de deux enfants et je ne peux pas m'inscrire à des cours journaliers or la FEP m'a donné la chance d'étudier les soirs et en fin de semaine et même en ligne parfois. Je suis au milieu du chemin et j'espère m'inscrire dans d'autres certificats s'il ya encore plus des cours en ligne. Je trouve que la FEP est indispensable à certaines catégories des gens qui ne trouvent pas le temps à approfondir leurs connaissances et compétences. Je suis choquée de trouver qu'il y a peu de gens qui ont réagit face à cette menace. Bonne chance.

18 mars

Prosper Ndecki

Depuis plusieurs décennies L'Université de Montréal et tant d'autres universités canadiennes assurent la formation académique de nombreux étudiants africains dans divers domaines professionnels. Leurs effectifs se comptent probablement à quelques centaines seulement. Le suivi des vécus professionnels de ces diplômés dans leurs environnements respectifs de travail dans leur pays d'origine pourrait offrir des pistes de réflexion sur d'éventuels contenus spécifiques de formation au regard des enjeux du développement de l'Afrique en ce XXI^e siècle..